ASSEMBLÉE NATIONALE

6 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-2153

présenté par

M. Guitton, M. Ballard, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boulogne, M. Bovet, M. Chenu, M. Dufosset, Mme Dogor-Such, M. Florquin, M. Frappé, M. Gery, M. Jolly, Mme Lavalette, M. Le Bourgeois, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Patrice Martin, M. Mauvieux, Mme Martinez, M. Muller, Mme Rimbert, M. Dessigny, M. Tivoli, M. Allegret-Pilot, Mme Grangier, Mme Pollet, Mme Mansouri, M. Chavent, Mme Lechanteux, M. Clavet, M. Baubry, M. Michoux, Mme Mélin, M. Boccaletti, M. Dussausaye, M. Weber, M. Bernhardt, M. Bilde, M. Beurain, Mme Bouquin, M. de Lépinau, M. Evrard, Mme Griseti, Mme Florence Goulet, M. Lottiaux, M. Gonzalez, M. Lioret, M. Golliot, Mme Diaz, M. Limongi, M. Ménagé, M. Markowsky, Mme Marais-Beuil, Mme Ménaché, M. David Magnier, Mme Parmentier, Mme Lorho, M. Giletti, Mme Josserand, Mme Lelouis, Mme Laporte, Mme Robert-Dehault, M. Buisson, Mme Joncour, M. Meurin, Mme Da Conceicao Carvalho, M. Tonussi, Mme Joubert, M. Tesson, M. Dragon, Mme Hamelet, Mme Galzy, Mme Levasseur, M. Rivière, M. Meizonnet, M. Rambaud, M. Sanvert, M. Christian Girard, M. Jenft et Mme Colombier

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Sécurités »**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Police nationale	1 000 000	0
Gendarmerie nationale	0	1 000 000
Sécurité et éducation routières	0	0
Sécurité civile	0	0
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement prévoit d'abonder les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, d'un montant de 1 000 000 d'euros pour l'action sociale hors titre "Programme de mobilisation contre le suicide (PMS)" : du programme n°176 « Police nationale » et, pour les besoins de la recevabilité financière, de minorer du même montant les crédits, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, pour l'action n°02 « Sécurité routière » : du programme n°152 « Gendarmerie nationale ».

Le taux de suicide est en hausse au sein de la Police nationale, avec en moyenne un suicide tous les quatre jours. L'association « SOS Police en détresse » dénombre plus de 6 000 appels reçus chaque année.

Cet amendement vise donc à augmenter les moyens du "Programme de mobilisation contre le suicide" afin de répondre à la détresse morale de nos policiers. Le ministère de l'Intérieur doit renforcer ses moyens afin d'endiguer cette situation catastrophique.